

Art. 5. Lorsque, dans une affaire déterminée soumise à la chambre de recours, un membre n'appartient pas à la catégorie du requérant, il est remplacé par un membre suppléant de cette catégorie.

Les membres effectifs ou suppléants qui siègent pour examiner une affaire, doivent, en outre, exercer une fonction hiérarchiquement égale ou supérieure à celle du requérant.

Art. 6. Le requérant peut demander la récusation d'un ou de plusieurs membres de la chambre de recours. Il doit en exposer le motif au président, qui statue.

Art. 7. Lorsqu'un membre du personnel est invité à viser la proposition de peine disciplinaire formulée à son égard, il dispose, pour manifester son intention de saisir la chambre de recours, d'un délai de dix jours prenant cours à la date à laquelle la proposition lui a été soumise pour visa.

Art. 8. La proposition de peine disciplinaire visée par l'intéressé et le recours qu'il a introduit sont transmis par le chef d'établissement au Conseil autonome de l'enseignement communautaire qui les fait parvenir à la chambre de recours.

Art. 9. Aucun recours ne peut faire l'objet de délibérations de la chambre de recours si le requérant n'a pas été mis à même de faire valoir ses moyens de défense et si le dossier ne contient pas tous les éléments susceptibles de permettre à cette chambre d'émettre un avis en toute connaissance de cause.

Art. 10. La chambre de recours délibère valablement :

1° lorsque deux organisations syndicales seulement siègent au comité de secteur X précité : si le président et six autres membres au moins sont présents;

2° lorsque plusieurs organisations syndicales siègent au comité de secteur X précité :

a) au cas où le nombre d'organisations syndicales est impair : si le président et la moitié des membres plus un sont présents;

b) au cas où le nombre d'organisations syndicales est pair : si le président et la moitié des membres plus deux sont présents.

Art. 11. Le requérant comparait en personne, assisté ou non d'un avocat, d'un défenseur choisi parmi les membres du personnel de l'enseignement communautaire ou d'un délégué d'une organisation syndicale agréée.

Si le requérant, bien que régulièrement convoqué, s'abstient de comparaître sans raison valable, la chambre de recours est considérée comme dessaisie et transmet le dossier au Conseil autonome de l'enseignement communautaire pour décision.

Art. 12. Le vote sur l'avis de la chambre de recours a lieu au scrutin secret. Les membres désignés par le Conseil central de direction du Conseil autonome de l'enseignement communautaire et ceux désignés par les organisations syndicales doivent être en nombre égal pour prendre part au vote.

Le cas échéant, la parité est rétablie par l'élimination d'un ou de plusieurs membres par tirage au sort.

Art. 13. Après examen, la chambre de recours envoie le dossier au Conseil autonome de l'enseignement communautaire et lui fait connaître son avis motivé. Celui-ci mentionne par quel nombre de voix, pour ou contre, le vote a été acquis.

Art. 14. La décision est prise par le Conseil central de direction du Conseil autonome de l'enseignement communautaire. Elle se réfère à l'avis conforme ou non de la chambre de recours ou à l'absence d'avis. Le Conseil central motive toute décision non conforme à l'avis de la chambre de recours. Il notifie sa décision à la chambre de recours.

Art. 15. Le mandat des membres de la chambre de recours est gratuit; toutefois, des indemnités pour frais de parcours et de séjour peuvent leur être accordées suivant les dispositions réglementaires en la matière.

Art. 16. La section 2 du chapitre IX de l'arrêté royal du 29 août 1966 fixant le statut des membres du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat est abrogée, en ce qui concerne les membres du personnel des établissements d'enseignement organisés par la Communauté flamande.

Art. 17. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} jour du mois qui suit celui au cours duquel il aura été publié au *Moniteur belge*.

Art. 18. Le Ministre communautaire de l'Enseignement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 19 décembre 1990.

Le Président de l'Exécutif flamand,

G. GEENS

Le Ministre communautaire de l'Enseignement,

D. COENS

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALSE GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 91 — 331

26 JUILLET 1990. — Arrêté de l'Exécutif régional wallon portant exécution du décret du 7 juillet 1988 sur les mines, en ce qui concerne la procédure à suivre pour l'octroi, la cession, la fusion, la location ou l'amodiation de concessions

L'Exécutif régional wallon,

Vu le décret du 7 juillet 1988 sur les mines et notamment l'article 32;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 18 septembre 1989;

Sur la proposition du Ministre-Président, chargé de l'Economie, des P.M.E. et de la Fonction publique régionale et du Ministre de l'Agriculture, de l'Environnement et du Logement,

Arrête :

TITRE I^{er} — Définitions

Article 1^{er}. Au sens du présent arrêté, on entend par :

- Ministre : le Ministre qui a les mines dans ses attributions;
- Administration : la Direction générale des Ressources Naturelles et de l'Environnement du Ministère de la Région wallonne;
- Ingénieur des mines : le directeur du service extérieur de la division de la prévention des pollutions et de la gestion du sous-sol, dans le ressort duquel s'étend la plus grande superficie demandée.

TITRE II — De l'octroi des concessions de mines

CHAPITRE 1^{er}. — Présentation des demandes et enquêtes

Art. 2. Toute demande d'une concession est adressée à l'administration, par envoi recommandé à la poste avec avis de réception.

La demande est adressée en deux exemplaires par province concernée.

Une copie de la demande sans les annexes est adressée au Ministre.

Art. 3. § 1^{er}. La demande indique :

1^o les nom, prénom, qualité, nationalité, domicile du demandeur et, si elle est faite au nom d'une société, la raison sociale, la forme juridique et le siège social de celle-ci; au cas où la demande est présentée au nom d'une société en formation, elle doit indiquer tous les renseignements connus sur la personnalité du demandeur définitif et contenir l'engagement de compléter la demande une fois la société définitivement constituée, par les renseignements prévus au présent article; si elle est présentée par plusieurs sociétés agissant à titre conjoint et solidaire, les renseignements concernant le demandeur seront fournis par chacune d'elles;

2^o la nature des substances faisant l'objet de la demande;

3^o la durée sollicitée pour la concession;

4^o ses limites précises, la ou (les) province(s) et communes sur la (les) quelle(s) elle porte, sa superficie par province;

5^o les titres miniers dont bénéficie le demandeur pour les substances visées en spécifiant ceux qui sont compris en tout ou en partie dans le périmètre sollicité;

6^o un résumé des éléments développés aux points 1^o et 5^o ci-avant, destiné à servir aux mesures de publicité.

§ 2. A chaque demande sont annexées les pièces suivantes :

1^o les documents de nature à justifier les capacités techniques et financières du demandeur pour entreprendre et conduire les travaux, ainsi que pour s'acquitter des charges résultant de l'octroi de la concession;

2^o les documents cartographiques suivants signés par le demandeur et présentés dans des conditions assurant leur conservation :

— un exemplaire de la carte à l'échelle 1/100 000 situant le périmètre sollicité sur le territoire des provinces concernées;

— un exemplaire de la carte à l'échelle 1/25 000 sur lequel sont précisés les sommets et les limites du périmètre sollicité, les points géographiques ou géodésiques servant à les définir et éventuellement, les limites de concessions et permis de recherche de mine de toute nature compris en tout ou en partie à l'intérieur de ce périmètre;

3^o un mémoire justifiant les limites de ce périmètre et fournissant des renseignements sur les travaux de recherche ou d'exploitation de mines déjà effectués à l'intérieur de ce périmètre et leurs résultats et justifiant les limites du périmètre sollicité par l'existence d'une mine susceptible d'être utilement exploitée;

4^o si la demande est faite au nom d'une société, un exemplaire des statuts, la justification des pouvoirs de la personne qui a signé la demande et une expédition de l'acte de constitution de la société.

5^o le programme de l'aménagement du site et l'estimation de son coût.

§ 3. Le cas échéant, le demandeur joint à sa requête :

1^o les références cadastrales et le plan de parcelles des immeubles sis dans le périmètre sollicité et dont il n'est pas propriétaire;

2^o les nom, prénom et domicile des propriétaires desdits immeubles ou la raison sociale et le siège social s'il s'agit d'une personne morale;

3^o les nom, prénom et domicile de l'inventeur du gisement;

4^o les sommes proposées aux propriétaires à titre de redevance tréfoncière, visée à l'article 21 du décret, et à l'inventeur du gisement, à titre d'indemnité pour la découverte de la mine;

5^o les accords éventuels conclus quant aux sommes visées au 4^o;

6^o le montant de l'indemnité que le demandeur réclame s'il est l'inventeur du gisement pour le cas où la concession serait accordée à un tiers.

Art. 4. L'administration transcrit la demande à sa date au registre spécial des titres miniers et délivre un extrait certifié de cette transcription au requérant. Ce registre pourra être consulté par tous ceux qui le désirent.

L'ingénieur des mines, vérifie si la demande est conforme à l'article 3.

Si tel n'est pas le cas, il réclame les renseignements manquants au requérant qui doit les fournir dans un délai de quinze jours, en nombre d'exemplaires requis par l'article 2.

Au plus tard un mois après la réception du dossier, l'ingénieur des mines établit un rapport sur la conformité de la demande aux dispositions de l'article 3. En cas d'absence de rapport dans le délai imposé, la demande est considérée comme conforme.

La date de dépôt du rapport et de ses conclusions ou la date de fin de délai en cas d'absence de rapport sont consignés dans le registre spécial mentionné ci-dessus.

Si le rapport de l'ingénieur des mines conclut à la non-conformité de la demande, l'administration en avertit le requérant par lettre recommandée à la poste avec avis de réception et en adresse la copie au Ministre.

Art. 5. Si la demande est conforme à l'article 3, l'administration certifie chaque plan, et dans les huit jours, envoie un exemplaire de la demande et du dossier au gouverneur, ou, le cas échéant, à chacun des gouverneurs des provinces concernées.

La demande est soumise à une enquête publique d'une durée d'un mois.

La date d'ouverture de l'enquête est fixée par l'administration.

Un avis au public faisant connaître la demande, la date de l'ouverture et la durée de l'enquête est publié, au moins dix jours à l'avance, dans deux journaux de chaque province concernée, par les soins du gouverneur.

En outre, celui-ci fait afficher cet avis, pendant toute la durée de l'enquête, au gouvernement provincial et aux endroits ordinaires des communes concernées.

Il est justifié de l'affichage par un certificat du gouverneur, et des publications dans les journaux par la production d'un exemplaire de ceux-ci.

Les frais d'affichage et de publication sont à charge du demandeur.

Pendant la durée de l'enquête, la demande et ses annexes sont déposées au gouvernement provincial où le public peut en prendre connaissance.

Art. 6. Les observations et les oppositions verbales ou écrites, sont consignées dans le registre d'enquête tenu au gouvernement provincial.

A la clôture de l'enquête, le demandeur dispose d'un délai de quinze jours pour prendre connaissance du dossier et répondre aux observations.

Passé ce délai, le gouverneur communique dans les huit jours le dossier à l'ingénieur des mines.

Celui-ci rédige un rapport de synthèse sur l'ensemble des dossiers reçus.

Si l'opposition constitue une demande en concurrence, cette demande est adressée à l'administration au plus tard dans les deux mois suivant l'ouverture de l'enquête, dans les formes prescrites par les articles 2 et 3 et soumise à l'instruction et à l'enquête prévues par les articles 4 et 5.

Dans ce cas, le rapport de l'ingénieur des mines porte sur la valeur et le fondement tant de la demande primitive que des demandes concurrentes.

Art. 7. Lorsqu'il y a lieu de fixer, dans l'acte de concession, les indemnités revenant aux propriétaires de la surface, à titre de redevance tréfoncière, ou à l'inventeur du gisement, pour sa découverte, l'ingénieur des mines convoque, par lettre recommandée, l'inventeur et les propriétaires concernés, ensemble ou séparément, à une réunion de conciliation avec le ou les demandeurs.

Si un accord intervient, il est acté et signé par les parties.

En cas de désaccord persistant, ou si une partie ne comparait pas, l'ingénieur des mines dresse un procès-verbal de la réunion et l'adresse aux intéressés par lettre recommandée.

Les parties disposent alors d'un délai d'un mois pour remettre à l'ingénieur des mines leurs observations écrites, mémoires et dossiers.

L'avis de l'ingénieur des mines sur la demande de concession contient l'accord des parties ou sa proposition quant au montant des indemnités.

Toutes les pièces relatives à ces indemnités sont versées au dossier de la demande de concession.

Art. 8. Dans les trois mois de la fin de l'enquête publique, l'administration envoie le dossier complet avec son avis au Ministre.

Ce délai est augmenté de quatre mois en cas de demande en concurrence, ou en cas d'application de l'article 7.

Dans le mois de sa réception, le Ministre transmet le dossier complet avec son rapport, pour avis, au Conseil d'Etat.

CHAPITRE II. — *Formes dans lesquelles sont octroyées les concessions*

Art. 9. L'Exécutif statue sur les demandes de concessions dans un délai de huit mois à dater de la clôture de l'enquête. Ce délai est majoré de quatre mois s'il y a des demandes en concurrence.

Il peut être prorogé une ou plusieurs fois, d'un délai supplémentaire de quatre mois par décision motivée de l'Exécutif.

Lorsqu'une demande de concession a fait l'objet de demandes en concurrence, la décision par laquelle la concession est octroyée à l'un des demandeurs prononce, en même temps, le rejet des autres demandes sur la surface comprise à l'intérieur du périmètre dudit titre.

L'arrêté de l'Exécutif sur la demande de concession est motivé.

Art. 10. L'acte de concession fixe les indemnités revenant aux propriétaires de la surface, à titre de redevances tréfoncières, et à l'inventeur, pour la découverte du gisement.

Il fixe les conditions d'exploitation, les obligations du concessionnaire et le cahier des charges.

Art. 11. L'arrêté de l'Exécutif octroyant une concession est publié au *Moniteur belge*. Dès cette parution, une copie conforme de l'arrêté de l'Exécutif et des plans est adressée aux demandeurs par les soins de l'ingénieur des mines.

TITRE III. — De la cession et de l'amodiation des concessions

CHAPITRE 1^{er}. — *De la cession et de l'amodiation des concessions à l'exclusion des amodiations de surfaces peu importantes dans les mines de houille*

Art. 12. Toute demande d'autorisation de cession ou d'amodiation d'une concession, à l'exclusion des amodiations de surfaces peu importantes dans les mines de houille, est adressée à l'administration par le concessionnaire ou l'amodiatrice dans les formes prévues à l'article 2, dans les six mois qui suivent la signature de l'acte.

La demande est établie dans les conditions prévues à l'article 3, § 1^{er}, 1^o, 4^o et 5^o et accompagnée des documents visés à l'article 3, § 2, 1^o et 4^o ainsi que d'une copie conforme de la convention « ne varietur » entre les parties, laquelle doit avoir été passée sous la condition suspensive de l'autorisation administrative.

En cas d'amodiation, la demande doit préciser les sommets et les limites du périmètre faisant l'objet de l'amodiation et doit être accompagnée des plans visés à l'article 3, § 2, 2^o, sur lesquels seront reportées les mêmes indications.

Art. 13. L'administration transcrit la demande à sa date au registre prévu à l'article 4.

Dans les deux mois de la réception de la demande, l'administration envoie le dossier avec le rapport de l'ingénieur des mines au Ministre.

Dans le mois, le Ministre transmet le dossier complet avec son rapport, pour avis, au Conseil d'Etat.

Art. 14. L'Exécutif statue par arrêté motivé dans un délai de huit mois à dater de la réception de la demande par l'administration.

Ce délai peut être prorogé, une ou plusieurs fois, d'un délai supplémentaire de quatre mois par une décision motivée de l'Exécutif.

La décision est notifiée et publiée conformément à l'article 11.

CHAPITRE 2. — Des amodiations de surfaces peu importantes dans les mines de houille

Art. 15. Toute demande d'amodiation de surface peu importante dans une ou plusieurs couches de houille déterminées est adressée par l'amodiataire à l'administration dans les formes prévues à l'article 2.

A la demande est annexée soit une copie conforme de la convention « ne varietur » entre parties, laquelle doit avoir été passée sous la condition suspensive de l'autorisation administrative, soit la preuve que l'amodiation litigieuse est inscrite au rôle du tribunal de 1^{re} instance.

Sont également annexés en cinq exemplaires et à l'échelle de 1/2500e

1° un plan de la surface indiquant les limites du périmètre de la partie à amodier;

2° les plans des travaux souterrains existant:

a) dans les surfaces et les couches à amodier;

b) dans un rayon de 200 mètres en dehors du périmètre de la partie à amodier.

Art. 16. L'administration transcrit la demande à sa date au registre spécial prévu à l'article 4.

Dans le mois, l'ingénieur des mines transmet le dossier complet avec son avis à la Députation permanente.

Celle-ci prend son arrêté dans le mois.

Elle peut autoriser l'exploitation des espontes imposées par les cahiers des charges entre les travaux de la mine amodiataire et les gisements amodiés.

Art. 17. La Députation permanente notifie son arrêté aux parties intéressées et renvoie le dossier avec copie de son arrêté à l'ingénieur des mines.

TITRE IV. — De la fusion des concessions

Art. 18. La demande d'autorisation de fusion de concessions est adressée à l'administration par le titulaire des concessions à fusionner, dans les formes prévues à l'article 2.

La demande est établie dans les conditions prévues à l'article 3, § 1^{er}, 1^o, 4^o et 5^o et accompagnée des documents visés à l'article 3, § 2, 1^o et 4^o.

Art. 19. L'administration transcrit la demande à sa date au registre prévu à l'article 4.

Dans les deux mois de la réception de la demande, l'administration envoie le dossier avec le rapport de l'ingénieur des mines au Ministre.

Dans le mois, le Ministre transmet le dossier complet avec son rapport, pour avis, au Conseil d'Etat.

L'Exécutif statue par arrêté motivé dans un délai de cinq mois à dater de la réception de la demande par l'administration.

La décision est notifiée et publiée conformément à l'article 11.

TITRE V. — Disposition finale

Art. 20. Le Ministre est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 26 juillet 1990.

Le Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon
chargé de l'Economie et des P.M.E.,

B. ANSELME

Le Ministre de l'Agriculture, de l'Environnement
et du Logement pour la Région wallonne,

G. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 91 — 331

26 JULI 1990. — Erlass der Wallonischen Regionalexekutive zur Durchführung des Dekretes vom 7. Juli 1988 über die Gruben, in bezug auf das für die Erteilung, die Abtretung, die Fusion, die Vermietung oder die Verpachtung der Konzession anzuwendende verfahren

Aufgrund des Dekretes vom 7. Juli 1988 über die Gruben und insbesondere des Artikels 32;

Aufgrund des am 18. September 1989 abgegebenen Gutachtens des Staatsrates;

Auf Vorschlag des Ministers-Vorsitzenden, beauftragt mit der Wirtschaft, den K.M.B. und dem Regionalen Öffentlichen Dienst und des Ministers der Landwirtschaft, der Umwelt und des Wohnungswesens,

Erlässt die Wallonische Regionalexekutive :

TITEL I. — Begriffsbestimmungen

Artikel 1. Im Sinne des vorliegenden Erlasses versteht man unter :

— Minister : den für Gruben zuständigen Minister;

— Verwaltung : die Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt des Ministeriums der Wallonischen Region;

— Bergingenieur : den Direktor des betreffenden Aussendienstes der Abteilung Verhütung der Umweltschäden und Nutzung des Untergrunds, in dessen Amtsbezirk die grösste beantragte Fläche liegt.

TITEL II. — Erteilung der Grubenkonzessionen

KAPITEL 1. — Einreichung der Anträge und Untersuchungen

Art. 2. Konzessionsanträge müssen per Einschreiben mit Empfangsbestätigung an die Verwaltung gerichtet werden.

Der Antrag ist in doppelter Ausfertigung pro betreffende Provinz einzureichen.

Eine Kopie des Antrags ohne Anlagen wird an den Minister gerichtet.

Art. 3. § 1. 1. Der Antrag enthält :

1. Name, Vornamen, Eigenschaft, Staatsangehörigkeit, Wohnort des Antragstellers und, falls er im Namen einer Gesellschaft erfolgt, ihre Firma, Rechtsform und ihr Sitz; falls der Antrag im Namen einer Vorgesellschaft eingereicht wird, müssen darin alle über die Persönlichkeit des endgültigen Antragstellers bekannten Auskünfte angeführt werden und die Verpflichtung enthalten sein, den Antrag mit den in vorliegendem Artikel vorgesehenen Auskünften zu ergänzen, wenn die Gesellschaft endgültig gegründet worden ist; wenn er durch mehrere Gesellschaften eingereicht wird, die gemeinsam und solidarisch handeln, so müssen die Auskünfte über den Antragsteller für jede unter ihnen erteilt werden;

2. die Art der Substanzen, die Gegenstand des Antrags sind;

3. die für die Konzession beantragte Dauer;

4. ihre genauen Markscheiden, die Provinz(en) und Gemeinden, auf denen sie liegt, ihre Fläche pro Provinz;

5. die Bergbauberechtigungen, über die der Antragsteller für die erwähnten Substanzen verfügt, unter Angabe derjenigen, die gesamt oder teilweise innerhalb des beantragten Feldes liegen;

6. eine Zusammenfassung der unter o.e. Punkt 1 und 5 angeführten Elemente, die für die Bekanntmachungsmassnahmen dienen sollen.

§ 2. Jedem Antrag sind folgende Unterlagen beizufügen :

1. die Dokumente zur Rechtfertigung der technischen und finanziellen Kapazitäten des Antragstellers zur Unternehmung und Leitung der Arbeiten, sowie zur Entledigung der aus der Konzessionserteilung hervorgehenden Lasten;

2. die folgenden, durch den Antragsteller unterzeichneten Kartenunterlagen, die derart beschaffen sind, dass ihre Erhaltung gewährleistet ist :

— ein Exemplar der Karte i.M. 1 : 100 000 mit der Lage des beantragten Feldes auf dem Gebiet der betreffenden Provinzen;

— ein Exemplar der Karte i.M. 1 : 25 000, auf dem die Scheitelpunkte und die Markscheiden des beantragten Feldes, die geographischen oder geodätischen Punkte zu deren Bestimmung und eventuell die Grenzen der Konzessionen und Gewinnungsberechtigungen jeglicher Art, die ganz oder teilweise innerhalb dieses Feldes liegen, angegeben sind;

3. ein Gesuch, das die Markscheiden dieses Feldes rechtfertigt und Auskunft über die bereits innerhalb dieses Feldes durchgeführten Aufsuchungs- oder Gewinnungsarbeiten und ihre Erträge gibt und die Markscheiden des beantragten Feldes durch das Vorkommen einer abbauwürdigen Lagerstätte rechtfertigt;

4. wenn der Antrag im Namen einer Gesellschaft gestellt wird, ein Exemplar der Satzungen, die Nachweisung der Vollmacht der Person, die den Antrag unterzeichnet hat und eine Ausfertigung der Gründungs-urkunde der Gesellschaft;

5. das Programm zur Wiedernutzbarmachung des Geländes und ihr Kostenvoranschlag.

§ 3. Gegebenenfalls fügt der Antragsteller seinem Antrag folgendes bei :

1. die Katastrangaben und der Parzellenplan der in dem beantragten Feld gelegenen Immobilien, die ihm nicht gehören;

2. Name, Vornamen und Wohnort der Eigentümer der besagten Immobilien oder die Firma und den Gesellschaftssitz, wenn es sich um eine juristische Person handelt;

3. Name, Vorname und Wohnort des Entdeckers des Vorkommens;

4. die den Eigentümern als Grundabgabe gemäss Artikel 21 des Dekretes und dem Entdecker der Lagerstätte als Entschädigung für die Entdeckung des Vorkommens vorgeschlagenen Summen;

5. die eventual bezüglich der unter Punkt 4 erwähnten Beträge abgeschlossenen Verträge;

6. der Betrag, der vom Antragsteller geforderten Entschädigung, wenn er der Entdecker der Lagerstätte ist, für den Fall, dass die Konzession an einen Dritten erteilt würde.

Art. 4. Die Verwaltung trägt den Antrag an seinem Datum in das Spezialregister der Bergbauberechtigungen ein und händigt dem Antragsteller einen beglaubigten Auszug dieser Eintragung aus. Dieses Register kann auf Wunsch von allen eingesehen werden.

Der Bergingenieur überprüft, ob der Antrag Artikel 3 entspricht.

Ist dies nicht der Fall, so verlangt er die fehlenden Auskünfte vom Antragsteller, der sie innerhalb von fünfzehn Tagen in der durch Artikel 2 geforderten Anzahl Exemplare erteilt.

Spätestens einem Monat nach Erhalt der Akte stellt der Bergingenieur einen Bericht über die Übereinstimmung des Antrags mit den Bestimmungen von Artikel 3 auf. Mangels Bericht innerhalb der vorgeschriebenen

Das Datum der Hinterlegung des Berichtes und seiner Schlussfolgerungen oder das Fristablaufdatum bei Fehlen eines Berichtes werden in dem obenerwähnten Spezialregister eingetragen.

Wenn der Bericht des Bergingenieurs auf Nichtübereinstimmung des Antrags schliesst, so setzt die Verwaltung den Antragsteller hierüber per Einschreiben mit Empfangsbestätigung in Kenntnis und stellt dem Minister hiervon eine Kopie zu.

Art. 5. Wenn der Antrag Artikel 3 entspricht, beglaubigt die Verwaltung jeden Plan und stellt dem Gouverneur oder gegebenenfalls den jeweiligen Gouverneuren der betreffenden Provinzen innerhalb acht Tagen ein Exemplar des Antrags und der Akte zu.

Der Antrag wird während eines Monats einer öffentlichen Untersuchung unterzogen.

Das Datum der Eröffnung der Untersuchung wird von der Verwaltung festgelegt. Eine öffentliche Bekanntmachung des Antrags, des Datums der Eröffnung und der Dauer der Untersuchung wird mindestens zehn Tage im voraus in zwei Zeitungen der jeweiligen Provinzen durch den Gouverneur veröffentlicht.

Ausserdem lässt dieser diese Bekanntmachung während der gesamten Dauer der Untersuchung in der Provinzialregierung und an den üblichen Stellen der betreffenden Gemeinden anschlagen.

Diese Anschläge werden durch eine Bescheinigung des Gouverneurs und die Veröffentlichungen in der Zeitungen durch Vorlage eines Exemplars hiervon nachgewiesen.

Die Anschlags- und Veröffentlichungskosten gehen zu Lasten des Antragstellers.

Während der Dauer der Untersuchung werden der Antrag und seine Anlagen in der Provinzialregierung hinterlegt, wo die Öffentlichkeit darin Einsicht nehmen kann.

Art. 6. Mündliche oder schriftliche Bemerkungen und Einsprüche werden in das in der Provinzialregierung geführte Untersuchungsregister eingetragen.

Bei Abschluss der Untersuchung verfügt der Antragsteller über eine Frist von fünfzehn Tagen zur Einsichtnahme in die Akte und zur Beantwortung der Bemerkungen.

Nach dieser Frist stellt der Gouverneur dem Bergingenieur die Akte innerhalb acht Tagen zu.

Dieser verfasst einen zusammenfassenden Bericht über die gesamten erhaltenen Akten. Stellt der Einspruch einen Mitbewerbsantrag dar, so wird dieser Antrag spätestens zwei Monate nach Eröffnung der Untersuchung in den durch Artikel 2 und 3 vorgeschriebenen Formen an die Verwaltung gerichtet und der durch Artikel 4 und 5 vorgesehenen Bearbeitung und Untersuchung unterzogen.

In diesem Fall bezieht sich der Bericht des Bergingenieurs auf den Wert und die Begründung sowohl des ursprünglichen als auch des Mitbewerbsantrags.

Art. 7. Sind in der Konzessionsurkunde die den Grundeigentümern als Grundabgabe und dem Entdecker der Lagerstätte für seine Entdeckung zustehenden Entschädigungen festzulegen, so lädt der Bergingenieur den Entdecker und die betreffenden Eigentümer per Einschreiben zusammen oder getrennt zu einer Schlichtungsversammlung mit dem oder den Antragstellern ein.

Kommt es zu einer Einigung, so wird diese in die Urkunde aufgenommen und durch die Parteien unterzeichnet.

Bei andauernder Meinungsverschiedenheit, oder wenn eine Partei nicht erscheint, stellt der Bergingenieur ein Protokoll über die Versammlung auf und stellt es dem Betreffenden per Einschreiben zu.

Die Parteien verfügen dann über eine Frist von einem Monat um den Bergingenieur ihre schriftlichen Bemerkungen, Gegenäusserungen und Akten zuzustellen.

Das Gutachten des Bergingenieurs über den Konzessionsantrag enthält das Einvernehmen der Parteien oder seinen Vorschlag für den Betrag der Entschädigungen.

Alle Unterlagen bezüglich dieser Entschädigungen werden der Konzessionsantragsakte beigelegt.

Art. 8. Innerhalb drei Monaten nach Abschluss der öffentlichen Untersuchung stellt die Verwaltung die vollständige Akte samt ihrem Gutachten dem Minister zu.

Diese Frist wird bei Mitbewerbsanträgen oder im Falle der Anwendung von Artikel 7 um vier Monate verlängert.

Innerhalb eines Monats nach Erhalt der Akte leitet der Minister die gesamte Akte samt seinem Bericht zur Begutachtung an den Staatsrat weiter.

KAPITEL II. — *Formen der Konzessionserteilung*

Art. 9. Die Exekutive entscheidet über die Konzessionsanträge innerhalb einer Frist von acht Monaten ab dem Abschluss der Untersuchung. Diese Frist wird um vier Monate verlängert, wenn Mitbewerbsanträge eingereicht werden.

Sie kann ein oder mehrere Male durch begründeten Beschluss der Exekutive um eine zusätzliche Frist von vier Monaten verlängert werden.

Ist bezüglich eines Konzessionsantrags ein Mitbewerbsantrag gestellt worden, so verfügt der Beschluss, durch den die Konzession einem der Antragsteller erteilt wird, gleichzeitig die Ablehnung der anderen Anträge für die innerhalb des Feldes besagter Berechtigung gelegene Fläche.

Der Erlass der Exekutive über den Konzessionsantrag ist zu begründen.

Art. 10. Die Konzessionsurkunde legt die den Grundeigentümern als Grundabgaben und dem Entdecker für die Entdeckung der Lagerstätte zustehenden Entschädigungen fest.

Sie legt die Gewinnungsbedingungen, die Verpflichtungen des Konzessionsinhabers und das Lastenheft fest.

Art. 11. Der Erlass der Exekutive zur Erteilung einer Konzession wird im Belgischen Staatsblatt veröffentlicht. Sofort nach dieser Veröffentlichung stellt der Bergingenieur den Antragstellern eine beglaubigte Abschrift des Erlasses der Exekutive und der Pläne zu.

TITEL III. — *Abtretung und Verpachtung der Konzessionen*

KAPITEL 1. — *Abtretung und Verpachtung der Konzessionen, mit Ausnahme geringflächiger Verpachtung in Kohlengruben*

Art. 12. Genehmigungsanträge für Konzessionsabtretungen und -verpachtungen, mit Ausnahme geringflächiger Verpachtungen in Kohlengruben sind der Verwaltung durch den Übernehmer oder Pächter in den durch Artikel 2 vorgesehenen Formen innerhalb sechs Monaten nach der Unterzeichnung der Urkunde zuzustellen.

Der Antrag wird unter den in Artikel 3, § 1, Punkt 1, 4 und 5 vorgesehenen Bedingungen aufgestellt und es werden ihm die in Artikel 3, § 2, Punkt 1 und 4 erwähnten Unterlagen sowie eine beglaubigte Abschrift des endgültigen Vertrags zwischen den Parteien, dessen Abschluss vorbehaltlich der aufschiebenden Wirkung einer verwaltungsmässigen Genehmigung erfolgt ist, beigelegt.

Bei Verpachtung muss der Antrag die Scheitelpunkte und Markscheiden des hierfür bestimmten Feldes enthalten, samt den in Artikel 3, § 2, Punkt 2 erwähnten Plänen, auf denen die gleichen Angaben übertragen werden.

Art. 13. Die Verwaltung trägt den Antrag an seinem Datum in das in Artikel 4 vorgesehene Register ein.

Innerhalb zwei Monaten nach Erhalt des Antrags, leitet die Verwaltung die Akte samt dem Bericht des Bergingenieurs an den Minister weiter.

Innerhalb eines Monats leitet der Minister die vollständige Akte samt seinem Bericht zur Begutachtung an den Staatsrat weiter.

Art. 14. Die Exekutive entscheidet durch begründeten Erlass innerhalb einer Frist von acht Monaten nach Eingang des Antrags bei der Verwaltung.

Diese Frist kann ein oder mehrere Male um eine zusätzliche Frist von vier Monaten durch begründeten Beschluss der Exekutive verlängert werden.

Der Beschluss wird gemäss Artikel 11 veröffentlicht und zugestellt.

KAPITEL 2. — *Geringflächige Verpachtungen in Kohlengruben*

Art. 15. Anträge für geringflächige Verpachtungen in einer oder mehreren bestimmten Kohlenadern sind der Verwaltung durch den Pächter in den durch Artikel 2 vorgesehenen Formen zuzustellen.

Dem Antrag ist entweder eine beglaubigte Abschrift des endgültigen Vertrags zwischen den Parteien, dessen Abschluss vorbehaltlich der aufschiebenden Wirkung einer verwaltungsmässigen Genehmigung erfolgt ist, oder der Nachweis, dass die streitige Verpachtung in die Terminliste des ertsinstanzlichen Gerichtseingetragen ist, beizufügen.

In fünffacher Ausfertigung und i.-M. 1 : 2 500 sind ebenfalls beizufügen :

1. ein Plan der Fläche unter Angabe der Markscheiden des zu verpachtenden Teils;
2. der Plan der bestehenden Untertagearbeiten :
 - a) in den zu verpachtenden Flächen und Adern;
 - b) in einem Umkreis von 200 Metern ausserhalb des Feldes des zu verpachtenden Teils.

Art. 16. Die Verwaltung trägt den Antrag an seinem Datum in das durch Artikel 4 vorgesehene Spezialregister ein.

Innerhalb eines Monats leitet der Bergingenieur die vollständige Akte samt seinem Bericht an den Ständigen Ausschuss weiter.

Dieser fasst seinen Beschluss innerhalb eines Monats.

Er kann die Gewinnung des durch das Lastenheft vorgeschriebenen Nebengesteins zwischen den Arbeiten der Pächtergrube und den verpachteten Lagerstätten genehmigen.

Art. 17. Der Ständige Ausschuss stellt den betreffenden Parteien seinen Beschluss zu und sendet die Akte mit einer Abschrift seines Beschlusses an den Bergingenieur zurück.

TITEL IV. — *Konzessionsfusionen*

Art. 18. Der Genehmigungsantrag für Konzessionsfusionen ist durch den Inhaber der zu fusionierenden Konzessionen in den durch Artikel 2 vorgesehenen Formen an die Verwaltung zu richten.

Der Antrag wird unter den in Artikel 3, § 1, Punkt 1, 4 und 5 vorgesehenen Bedingungen aufgestellt und es werden ihm die in Artikel 3, § 2, Punkt 1 und 4 erwähnten Unterlagen beigelegt.

Art. 19. Die Verwaltung trägt den Antrag an seinem Datum in das in Artikel 4 vorgesehene Register ein.

Innerhalb zwei Monaten nach Erhalt des Antrags, leitet die Verwaltung die Akte samt dem Bericht des Bergingenieurs an den Minister weiter.

Innerhalb eines Monats leitet der Minister die vollständige Akte samt seinem Bericht zur Begutachtung an den Staatsrat weiter.

Die Exekutive entscheidet durch begründeten Erlass innerhalb einer Frist von fünf Monaten nach Eingang des Antrags bei der Verwaltung.

Der Beschluss wird gemäss Artikel 11 veröffentlicht und zugestellt.

TITEL V. — *Schlussbestimmung*

Art. 20. Der Minister ist mit der Durchführung dieses Erlasses beauftragt.

Namur, den 26. Juli 1990.

Der Minister-Vorsitzender der Wallonischen Regionalexekutive,
beauftragt mit der Wirtschaft, den K.M.B. und dem Regionalen Öffentlichen Dienst,

B. ANSELME

Der Minister der Landwirtschaft, der Umwelt und des Wohnungswesens
für die Wallonische Region,

G. LUTGEN

—
VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 91 — 331

26 JULI 1990. — Besluit van de Waalse Gewestexecutieve houdende uitvoering van het decreet van 7 juli 1988, op de mijnen wat de procedure betreft die inzake toekenning, afstand, fusie, verhuring of verpachting van mijnconcessies dient te worden toegepast

De Waalse Gewestexecutieve,

Gelet op het decreet van 7 juli 1988 op de mijnen, inzonderheid op artikel 32;

Gelet op het advies van de Raad van State gegeven op 18 september 1989;

Op de voordracht van de Minister-Voorzitter, belast met Economie, KMO's en Gewestelijk Openbaar Ambt en van de Minister van Landbouw, Leefmilieu en Huisvesting,

Besluit :

TITEL I. — *Definities*

Artikel 1. In de zin van dit besluit dient te worden verstaan onder :

- Minister : de Minister tot wiens bevoegdheid de mijnen behoren;
- Bestuur : de Algemene Directie Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu van het Ministerie van het Waalse Gewest;
- Mijningenieur : de directeur van de buitendienst van de afdeling Voorkoming van de Verontreinigingen en van het Beheer van de Ondergrond in wiens ambtsgebied de grootste aangevraagde oppervlakte is gelegen.

TITEL II. — Toekenning van mijnconcessies

HOOFDSPUK I. — Indiening van de aanvragen en onderzoeken

Art. 2. Elke aanvraag om concessie dient bij het bestuur te worden ingediend bij een ter post aangetekende brief met ontvangstbewijs.

De aanvraag wordt ingediend in twee exemplaren per betrokken provincie.

Een afschrift van de aanvraag zonder bijlagen wordt aan de Minister gestuurd.

Art. 3. § 1. De aanvraag vermeldt :

1° de naam, voornaam, hoedanigheid, nationaliteit, woonplaats van de aanvrager en, wanneer zij namens een vennootschap wordt ingediend, de benaming, de rechtsvorm en de maatschappelijke zetel van die vennootschap; ingeval de aanvraag namens een vennootschap in oprichting wordt ingediend, moeten daarin alle inlichtingen die bekend zijn over de persoonlijkheid van de vaste aanvrager, worden vermeld en de verbintenis vervat zijn dat die aanvraag met de in dit artikel voorziene inlichtingen vervolledigd moet worden zodra deze vennootschap definitief opgericht zal zijn; wanneer zij door verschillende vennootschappen worden ingediend die gemeenschappelijk en solidair handelen, moeten de inlichtingen over de aanvrager door ieder van die vennootschappen worden medegedeeld;

2° de aard van de stoffen waarop de aanvraag betrekking heeft;

3° de voor de concessie aangevraagde duur;

4° de nauwkeurige grenzen ervan, de provincie(s) en gemeenten waarop die concessie is gelegen, de oppervlakte ervan per provincie;

5° de mijnbouwvergunningen die de aanvrager voor de bedoelde stoffen geniet met vermelding van degene die geheel of gedeeltelijk binnen de aangevraagde omtrek liggen;

6° een samenvatting van de in de punten 1° en 5° voormelde elementen die tot de bekendmakingsmaatregelen zullen dienen;

§ 2. De volgende stukken worden bij elke aanvraag gevoegd :

1° de documenten ter verantwoording van het technische en financiële vermogen van de aanvrager om de werken aan te nemen en te leiden, alsmede om lasten ten gevolge van de toekenning van de concessie af te lossen;

2° de volgende door de aanvrager ondertekende cartografische documenten die zo worden voorgelegd dat het behoud ervan gewaarborgd zou worden :

— een exemplaar van de kaart op een schaal van 1/100 000 dat de aangevraagde omtrek op het grondgebied van de betrokken provincies situeert;

— een exemplaar van de kaart op een schaal van 1/25 000 waarop de hoogtepunten en de grenzen van de aangevraagde omtrek, de geografische of geodetische punten tot bepaling ervan en, eventueel, de grenzen van de concessies en de mijnopsporingsvergunningen, ongeacht hun aard, die geheel of gedeeltelijk binnen deze omtrek zijn gelegen, worden aangegeven;

3° een geschrift dat de grenzen van die omtrek verantwoordt, dat inlichtingen verstrekt over de binnen die omtrek reeds uitgevoerde opsporings- of ontginningswerken en over hun resultaten en dat de grenzen van de aangevraagde omtrek verantwoordt door het bestaan van een mijn die op nuttige wijze zou kunnen worden ontgonnen;

4° wanneer de aanvraag namens een vennootschap wordt ingediend, een exemplaar van de statuten, de rechtvaardiging van de bevoegdheden van de persoon die de aanvraag heeft ondertekend en een afschrift van de akte van oprichting van de vennootschap;

5° het programma van de aanleg van de plaats en de raming van de kosten ervan.

§ 3. In voorkomend geval voegt de aanvrager de volgende elementen bij zijn aanvraag :

1° de kadastrale aanduidingen en het perceelplan van de binnen de aangevraagde omtrek gelegen onroerende goederen die hem niet toebehoren;

2° de naam, voornaam en woonplaats van de eigenaars van die onroerende goederen of de benaming en de maatschappelijke zetel, wanneer het een rechtspersoon betreft;

3° de naam, voornaam en woonplaats van de ontdekker van de steenkoolafzetting;

4° de sommen die overeenkomstig artikel 21 van het decreet aan de eigenaars als ondergrondse mijnbouwtoeslagen en aan de ontdekker van de steenkoolafzetting als vergoeding voor de ontdekking van deze afzetting worden voorgesteld;

5° de eventueel gesloten overeenkomsten over de sommen bedoeld in punt 4°;

6° het bedrag van de vergoeding die de aanvrager eist indien hij de ontdekker van de afzetting is wanneer de concessie aan een derde zou worden toegekend.

Art. 4. Het bestuur schrijft de aanvraag onder haar datum in het bijzondere register van de mijnbouwvergunningen over en geeft de aanvrager een voor echt verklaard uittreksel daarvan af. Dit register mag worden ingezien door al wie het wenst.

De mijnningenieur onderzoekt of de aanvraag met de bepalingen van artikel 3 overeenstemt.

Zoniet vraagt hij de ontbrekende inlichtingen aan de aanvrager die ze binnen een termijn van vijftien dagen in het in artikel 2 vereiste aantal exemplaren moet verschaffen.

Uiterlijk één maand na ontvangst van het dossier brengt de mijnningenieur verslag uit over de overeenstemming van de aanvraag met de bepalingen van artikel 3. Bij gebrek aan een verslag binnen de opgelegde termijn wordt de aanvraag als conform beschouwd.

De indieningsdatum van het verslag en van zijn conclusies of, bij gebrek aan een verslag, de vervaldag van de termijn worden in het voormelde bijzondere register ingeschreven.

Wanneer uit het verslag van de mijnningenieur blijkt dat de aanvraag niet met de bepalingen van artikel 4 overeenstemt, brengt het bestuur de aanvrager daarvan bij een ter post aangetekende brief met ontvangstbewijs op de hoogte en stuurt een afschrift ervan aan de Minister.

Art. 5. Wanneer de aanvraag met artikel 3 overeenstemt, bevestigt het bestuur elk plan en stuurt binnen acht dagen een exemplaar van de aanvraag en van het dossier aan de gouverneur of, in voorkomend geval, aan ieder van de gouverneurs van de betrokken provincies.

De aanvraag wordt onderworpen aan een openbaar onderzoek voor een termijn van één maand.

Het bestuur bepaalt de openingsdatum van dit onderzoek.

Een openbaar bericht over de aanvraag, de openingsdatum en de duur van het onderzoek wordt ten minste tien dagen van tevoren door de gouverneur bekendgemaakt in twee kranten van ieder van de betrokken provincies.

Bovendien laat de gouverneur dit advies tijdens de hele duur van het onderzoek op het provinciaal gouvernement en op de gewone aanplakkingsplaatsen in de betrokken gemeenten aanplakken.

De aanplakking wordt bewezen door een door een attest van de gouverneur en de bekendmakingen in de kranten op overlegging van een exemplaar van die kranten.

De aanplakkings- en bekendmakingskosten komen ten laste van de aanvrager.

Tijdens de duur van het onderzoek worden de aanvraag en haar bijlagen op het provinciaal gouvernement ter inzage van het publiek afgegeven.

Art. 6. De mondelingen of schriftelijke opmerkingen en tegenstellingen worden ingeschreven in het onderzoeksregister dat zich op het provinciaal gouvernement bevindt.

Bij de sluiting van het onderzoek beschikt de aanvrager over een termijn van vijftien dagen om van het dossier kennis te nemen en op de opmerkingen te antwoorden.

Na verloop van deze termijn stuurt de gouverneur het dossier binnen acht dagen aan de mijnningénieur.

De mijnningénieur maakt een syntheseverslag van alle ontvangen dossiers op.

De aanvragen in mededinging van de oppositie worden uiterlijk binnen twee maanden na de opening van het onderzoek en in de in de artikelen 2 en 3 voorgeschreven vormen bij het bestuur ingediend, en aan het vooronderzoek en onderzoek voorzien in de artikelen 4 en 5 onderworpen.

In dit geval heeft het verslag van de mijnningénieur betrekking op de waarde en de grondslag van zowel de oorspronkelijke aanvraag als de concurrerende aanvragen.

Art. 7. Wanneer de vergoedingen die aan de bovengrondeigenaars als ondergrondse mijnbouwcijs of aan de ontdekker van de afzetting voor zijn ontdekking toekomen, in de concessieakte dienen te worden vastgesteld, moet de mijnningénieur de ontdekker en de betrokken eigenaars bij aangetekende brief samen of individueel oproepen om een verzoeningsvergadering met de aanvrager(s) bij te wonen.

Wanneer een akkoord tot stand komt, wordt het opgenomen en ondertekend door de partijen.

In geval van blijvend verschil van mening of wanneer een partij niet verschijnt, maakt de mijnningénieur de notulen van de vergadering op en stuurt die notulen bij aangetekende brief aan de belanghebbenden.

De partijen beschikken dan over een termijn van één maand om hun schriftelijke opmerkingen, geschriften en dossiers aan de mijnningénieur mede te delen.

Het advies van de mijnningénieur over de concessieaanvraag omvat het akkoord van de partijen of zijn voorstel over het bedrag van de vergoedingen.

Alle stukken met betrekking tot die vergoedingen dienen te worden opgenomen in het dossier van de concessieaanvraag.

Art. 8. Binnen drie maanden na het einde van het openbaar onderzoek stuurt het bestuur het volledig dossier met zijn advies aan de Minister.

Die termijn wordt verlengd met vier maanden in geval van aanvraag in mededinging of wanneer artikel 7 wordt toegepast.

Binnen één maand na ontvangst van het dossier, deelt de Minister het volledig dossier met zijn verslag voor advies aan de Raad van State mee.

HOOFDSTUK II. — *Vormen waarin de concessies worden verleend*

Art. 9. De Executieve beslist over de concessieaanvragen binnen een termijn van acht maanden met ingang van de sluiting van het onderzoek. Die termijn wordt verlengd met vier maanden in geval van aanvragen in mededinging.

Die termijn kan met een met redenen omkleed besluit van de Executieve één of meerdere malen met een bijkomende termijn van vier maanden worden verlengd.

Wanneer een concessieaanvraag het voorwerp van aanvragen van mededingers is geweest, vermeldt de beslissing waarmee de concessie aan één van de aanvragers wordt verleend, tegelijk het verwerpen van de andere aanvragen op de oppervlakte die binnen de omtrek van die vergunning begrepen is.

Het besluit van de Executieve over de concessieaanvraag moet met redenen worden omkleed.

Art. 10. De concessieakte stelt de vergoedingen vast die aan de bovengrondeigenaars als ondergrondse mijnbouwcijs en aan de ontdekker voor de ontdekking van de afzetting toekomen.

Hij bepaalt de ontginningsvoorwaarden, de verplichtingen van de concessiehouder en het bestek.

Art. 11. Het besluit van de Executieve houdende toekenning van een mijnconcessie wordt bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

Onmiddellijk na die bekendmaking stuurt de mijnningénieur één voor eensluitend verklaard afschrift van het besluit van de Executieve en van de plannen aan de aanvragers.

TITEL III. — *Afstand en verpachting van concessies*

HOOFDSTUK I. — *Afstand en verpachting van concessies, met uitzondering van verpachtingen van weinig belangrijke oppervlakten in steenkoolmijnen*

Art. 12. Elke vergunningsaanvraag om afstand of verpachting van een concessie, met uitzondering van verpachtingen van weinig belangrijke oppervlakten in steenkoolmijnen, wordt ingediend door de cessionaris of de verpachter bij het bestuur binnen zes maanden na ondertekening van de akte en in de in artikel 2 voorziene vormen.

De aanvraag wordt opgemaakt onder de in artikel 3, § 1, 1^o, 4^o en 5^o, voorziene voorwaarden en gaat vergezeld van de in artikel 3, § 2, 1^o en 4^o, bedoelde documenten, alsmede van een voor eensluitend verklaard afschrift van de tussen partijen gesloten « ne varietur » overeenkomst, die onder de opschortende voorwaarde van de administratieve vergunning moet worden gesloten.

In geval van verpachting moet de aanvraag de hoogtepunten en grenzen van de omtrek waarop de verpachting betrekking heeft, verduidelijken en vergezeld gaan van de in artikel 3, § 2, 1^o en 4^o, bedoelde plannen waarin dezelfde indicaties moeten worden aangebracht.

Art. 13. Het bestuur schrijft de aanvraag onder haar datum in het in artikel 4 voorziene register over.

Binnen twee maanden na ontvangst van de aanvraag stuurt het bestuur het dossier met het verslag van de mijnningénieur aan de Minister.

Binnen de maand stuurt de Minister het volledig dossier met zijn verslag voor advies aan de Raad van State.

Art. 14. De Executieve beslist bij een met redenen omkleed besluit binnen een termijn van acht maanden met ingang van de ontvangst van de aanvraag door het bestuur.

Die termijn kan met een met redenen omkleed besluit van de Executieve één of meerdere malen met een bijkomende termijn van vier maanden worden verlengd.

De beslissing wordt betekend en bekendgemaakt overeenkomstig artikel 11.

HOOFDSTUK 2. — *Verpachtingen van weinig belangrijke oppervlakten in steenkoolmijnen*

Art. 15. Elke aanvraag om verpachting van weinig belangrijke oppervlakten in één of meerdere bepaalde steenkoolagen wordt ingediend door de verpachter bij het bestuur in de in artikel 2 voorziene vormen.

Bij de aanvraag wordt gevoegd hetzij een voor eensluidend verklaard afschrift van de tussen de partijen gesloten « ne varietur » overeenkomst die onder de opschortende voorwaarde van de administratieve vergunning dient te worden gesloten, hetzij het bewijs dat de betwiste verpachting op de rol van de rechtsbank van eerste aanleg wordt gebracht.

Worden eveneens toegevoegd in vijf exemplaren en op een schaal van 1/2 500e :

1° een plan van de oppervlakte dat de grenzen van de omtrek van het te verpachten deel opgeeft;

2° de plannen van de bestaande ondergrondse werken :

a) in de te verpachten oppervlakten en lagen;

b) in een straal van 200 m buiten de omtrek van het te verpachten deel.

Art. 16. Het bestuur schrijft de aanvraag onder haar datum in het in artikel 4 voorziene register over.

Binnen de maand stuurt de mijningenieur het volledig dossier met zijn advies aan de Bestendige Deputatie.

De Bestendige Deputatie neemt haar besluit binnen de maand.

Zij kan machtiging verlenen om de door de bestekken opgelegde grensstroken tussen de werken van de verpachtende mijn en de verpachte afzettingen.

Art. 17. De Bestendige Deputatie betekent haar besluit aan de betrokkenen partijen en stuurt het dossier met een afschrift van haar besluit terug aan de mijningenieur.

TITEL IV. — *Fusie van concessies*

Art. 18. De vergunningsaanvraag om fusie van concessies wordt bij het bestuur ingediend door de titularis van de te fusioneren concessies en zulks in de vormen bepaald in artikel 2.

De aanvraag wordt opgemaakt onder de voorwaarden voorzien in artikel 3, § 1, 1°, 4° en 5°, en gaat vergezeld van de in artikel 3, § 2, 1° en 4°, bedoelde documenten.

Art. 19. Het bestuur schrijft de aanvraag onder haar datum in het in artikel 4 voorziene register over.

Binnen twee maanden na ontvangst van de aanvraag stuurt het bestuur het volledige dossier met het verslag van de mijningenieur aan de Minister.

Binnen een maand stuurt de Minister het volledige dossier met zijn verslag voor advies aan de Raad van State.

De Executieve beslist bij een met redenen omkleed besluit binnen een termijn van vijf maanden met ingang van de ontvangst van de aanvraag door het bestuur.

De beslissing wordt betekend en bekendgemaakt overeenkomstig artikel 11.

TITEL V. — *Slotbepaling*

Art. 20. De Minister is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 26 juli 1990.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve,
belast met Economie, KMO's en Gewestelijk Openbaar Ambt,

B. ANSELME

De Minister van Landbouw, Leefmilieu en Huisvesting
voor het Waalse Gewest,

G. LUTGEN

F. 91 — 332

7 DECEMBRE 1990. — Arrêté de l'Exécutif régional wallon déterminant les conditions d'octroi à la Société régionale wallonne du Logement de l'intervention de la Région wallonne dans le financement de la construction de logements sociaux et moyens

L'Exécutif régional wallon,

Vu le décret du 21 décembre 1989 contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 1990;

Vu le décret du 26 juillet 1990 contenant le premier feuilletton d'ajustement du budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 1990;

Vu les motions motivées du Conseil régional wallon du 14 décembre 1989 et du 11 juillet 1990 relatives au Budget Administratif du Ministère de la Région Wallonne, pour l'année budgétaire 1990;

Vu l'arrêté royal n° 5 du 18 avril 1967 relatif au contrôle de l'octroi et de l'emploi des subventions;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 4 décembre 1990;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 7 novembre 1990;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, paragraphe 1er, modifié par la loi du 9 août 1980;